



VOIX AFRICAINES VOIES ÉMERGENTES

LANGUES, DÉVELOPPEMENT
ET DYNAMIQUES INTERCULTURELLES

22 > 24 MAI 2018 | AMPHI BUFFON
> accueil 12h45

15 rue Hélène Brion | Paris 13^e

ORGANISATION : Jean-Michel Benayoun | José Carlos Herreras | Elisabeth Navarro | Michel Prum | Pascal Somé | Jean-Philippe Zouogbo
CONTACT : afrique-2018@eila.univ-paris-diderot.fr

UNIVERSITÉ PARIS DIDEROT

COLLOQUE INTERNATIONAL

**VOIX AFRICAINES - VOIES ÉMERGENTES
LANGUES, DÉVELOPPEMENT ET DYNAMIQUES INTERCULTURELLES**

**22-23-24 mai 2018
AMPHI BUFFON**

Comité d'organisation

Jean-Michel Benayoun, Université Paris Diderot
José Carlos Herreras, Université Paris Diderot
Élisabeth Navarro, Université Paris Diderot
Michel Prum, Université Paris Diderot
K. Pascal Somé, Université Paris Diderot
Jean-Philippe Zouogbo, Université Paris Diderot

Comité scientifique

Camille Roger Abolou, Université Alassane Ouattara de Bouaké (CÔTE D'IVOIRE)
Thomas Bearth, Université de Zürich (SUISSE)
Mohamed Bendahan, Université Mohamed V-Rabah (MAROC)
Jean-Michel Benayoun, Université Paris Diderot
Pierre-Robert Cloët, Université Paris Nanterre
José Carlos Herreras, Université Paris Diderot
Natalie Kübler, Université Paris-Diderot
Jean-René Ladmiral, ISIT, Paris
Héba Lecocq, INALCO, Sorbonne Paris Cité
Aimée-Danielle Lezou Koffi, Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Abidjan (CÔTE D'IVOIRE)
Evalde Mutabazi, École de Management de Lyon, Conseil en Management
Élisabeth Navarro, Université Paris Diderot
Olga Ouédraogo, Consultante en communication interculturelle, YEELLEN Horizon
René Picon Dupré, Consultant, DécidRH
Philippe Pierre, Université Paris Dauphin
Michel Prum, Université Paris Diderot
Michel Sauquet, auteur, spécialiste des questions interculturelles
Jacques S. Silue, Université F. Houphouët-Boigny, Abidjan (CÔTE D'IVOIRE)
K. Pascal Somé, Université Paris Diderot
Aziz Tabouri, Directeur d'Inter-Service-Migrant Paris
Henry Tourneux, CNRS, INALCO
Jean-Philippe Zouogbo, Université Paris Diderot

Accueil et organisation de l'amphi

Christian DROCHON, Université Paris Diderot

Les étudiants du Master Langues Interprétation et Stratégies interculturelles (LISI/2018)

María Teresa BERNABEU PINA, Université Paris Diderot
Marlène DARROT, Université Paris Diderot
Anna DEJERT, Université Paris Diderot
Ophélie DERANCY, Université Paris Diderot
Mengxi Li, Université Paris Diderot
Meriem MARRAKCHI, Université Paris Diderot
Larissa NICODIN, Université Paris Diderot
Yuan ZHANG, Université Paris Diderot
Abdoulaye LOM, Université Paris Diderot

Avec la mondialisation et le développement des échanges commerciaux et économiques, l'Afrique doit relever de nouveaux défis liés aux politiques de développement, aux mutations économiques et culturelles et aux dynamismes identitaires issus des relations interculturelles.

La problématique, liée aux limites géographiques du continent, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, et de leur extension à une unité sociogéopolitique révèle, s'il en était besoin, la difficulté qui se présente aux chercheurs dès lors qu'il leur faut donner à l'Afrique une définition synthétique. Si le débat est emblématique d'autres considérations identitaires, il n'en est pas moins riche de ce qui sous-tend cette difficulté dans un XXI^{ème} siècle qui peine à se dégager des errements des décennies passées.

Inscrit dans une perspective transversale et pluridisciplinaire, ce colloque sera l'occasion de s'interroger sur les voies qu'empruntent les nouvelles pensées, les recherches plurielles pour favoriser la mise en œuvre de politiques de développement dans sa dynamique interculturelle, en s'affranchissant du regard de l'Autre, et donc en créant pour soi.

En mai 2018, chercheurs, penseurs, acteurs politiques du développement viendront confronter leurs points de vue afin que se tisse, selon les trois axes proposés à l'étude, une représentation des perspectives africaines possibles. Les politiques linguistiques et éducatives, constituent l'ouverture nécessaire à la préhension du développement dans l'ensemble de ses aspects sociolinguistiques. Seront étudiées les cohabitations institutionnelles historiques et celles qu'imposent les nécessités régionales et locales entre les langues parlées ici et là et leur inscription dans des systèmes éducatifs construits ou à formaliser. Tous les acteurs du développement y prennent leur place, représentants d'agence, d'ONG, d'entreprises. A ce titre, les membres du réseau international POCLANDE, *Populations, Cultures, Langues et Développement*, réunissant des experts d'horizon divers s'intéresseront aux moyens sociolinguistiques, au sens large, afin de tendre vers une efficacité nécessaire et attendue.

Consacrés aux dynamiques interculturelles, deux autres axes regrouperont les présentations d'experts d'une construction sociale faite de formes d'intégrations et de prise en compte des diversités, qu'elles s'expriment à l'échelle des territoires religieux, culturels, politiques ou économiques. Les défis qui attendent le continent africain seront envisagés à travers des actions entreprises dans les domaines stratégiques de l'interculturel, devenu ici moteur du développement par la double intégration des populations au sein de chaque État, et des peuples africains à la globalisation du siècle.

ABDOULHAMID Ali

Université des Comores

*Les langues officielles et l'atteinte des objectifs du développement durable
définis par l'ONU, dans l'archipel des Comores*

La plupart des pays africains sont plurilingues et se caractérisent par la présence de langues officielles héritées de la colonisation (français, anglais, portugais) aux côtés des langues nationales. Dans les pays francophones, le français cohabite avec plusieurs langues nationales et la proportion de locuteurs francophones dépasse rarement 50% de la population totale. Aux Comores par exemple, le français est une des langues officielles au même titre que l'arabe et le comorien. Il domine le paysage linguistique du pays, en tant que langue du système administratif, éducatif et juridique de l'archipel. C'est donc le français qui est censé accompagner le pays pour l'atteinte des 17 objectifs du développement durable définis par l'ONU en 2015. Pourtant, le rapport de l'Organisation internationale de la francophonie de 2014 indique que l'archipel compte seulement 33% de francophones. Comment cette langue peut-elle conduire le pays vers le développement durable en laissant de côté les 2/3 de la population ?

L'objectif de notre communication est de montrer, à travers des cas précis, que dans ce pays dont la population est vulnérable, sans un développement de l'enseignement de la langue maternelle, il est difficile pour beaucoup de jeunes d'accéder aux connaissances et aux compétences nécessaires pour le développement de l'archipel.

AMMI ABBACI et BEMMOUSSAT Boumediene

Université de Tlemcen, ALGERIE

*Politiques linguistiques et représentations sociolinguistiques
dans les discours épilinguistiques des jeunes algériens en milieu universitaire*

Nous nous proposons dans ce travail d'étudier la nature des représentations des jeunes universitaires que nous voudrions déceler de leurs discours épilinguistiques. Il s'agit d'une étude qui se base sur des entretiens réalisés auprès de jeunes locuteurs d'universités de 2 villes algériennes, à savoir Alger et Tlemcen. Nous veillerons sur l'hétérogénéité de notre échantillon qui sera représenté par des informateurs arabophones, francophones et berbérophones et ce, pour connaître leurs représentations du français, de l'arabe et du berbère.

Nous nous proposons donc de vérifier par le biais de la description de la dynamique des représentations sociolinguistiques en milieu universitaire, le rapport qu'entretiennent les jeunes locuteurs avec les langues de leur entourage immédiat et la place qu'ils leur attribuent.

Notre étude des représentations se focalisera par ailleurs sur une classification des représentations selon leur nature. Il demeure important de souligner que l'un des aspects marquants dans les représentations sociolinguistiques des jeunes est l'ambivalence car elles vacillent entre conservatisme accompagné d'idéalisation voire cristallisation et dévalorisation accompagné de minoration et culpabilisation linguistique, ce qui implique un antagonisme et une culpabilité identitaire dû à un conflit des idéologies.

Nous partons de l'hypothèse que les représentations sont tributaires des politiques linguistiques et prennent la forme de croyances, d'idées qui peuvent être statiques ou variables. Les politiques linguistiques recouvrent plusieurs fonctions qui vont de l'évaluation au façonnement des discours épilinguistiques. Les politiques linguistiques servent effectivement à orienter les attitudes des locuteurs. En effet, les politiques linguistiques tendent à influencer et forger les attitudes et représentations de la vox populi qui s'élaborent dans des discours épilinguistiques que nous voudrions étudier.

C'est ainsi que nous serons amenés à répondre aux questions suivantes :

- Qu'est ce qui caractérise les politiques linguistiques en Algérie ?
 - Quelle est la nature des attitudes que les locuteurs adoptent vis-à-vis des langues représentatives du paysage linguistique algérien ?
 - Comment se structure à travers leurs discours épilinguistiques leur(s) rapport(s) aux normes de fonctionnement et aux normes prescriptives ?
 - Et enfin quel est l'impact des politiques linguistiques sur les représentations sociolinguistiques ?
- Nous ne manquons pas de préciser que notre étude sera à portée qualitative et visera l'étude des représentations à travers un ensemble d'entretiens réalisés auprès de jeunes algériens dont l'âge varie entre 16 et 24 ans.

*La place dévolue à la culture, à l'interculturalité
dans l'enseignement/ apprentissage des langues*

La loi d'orientation sur l'éducation nationale (2008 :8) énonce le contour de la culture "nationale" : « *Les caractéristiques de la nation algérienne ont été façonnées par l'islam en tant que religion qui a conféré au peuple algérien la dimension fondamentale de son identité* ». Cette consécration identitaire édictée « arabo-musulmane » fait l'impasse sur toutes les constructions historiques antérieures et postérieures à l'avènement de l'islam au VIIème siècle en Algérie. L'école sera le vecteur de la diffusion d'un discours présentant la religion, l'islam comme le principal identifiant national, une sorte de "nationalité religieuse" et "identité unique" que les Algériens doivent préserver s'ils veulent continuer d'exister. Cette démarche va à l'encontre des nouvelles conceptions didactiques de langues qui alimentent sans cesse les circulations entre les cultures, les échanges et les connexions entre elles. Martine Abdallah-Pretceille et Louis Porcher (1996 :14) : « On comprendra d'autant mieux que l'altérité soit l'objet d'enjeux en fonction des rapports de pouvoir, symbolique ou réel, et donne lieu à des stratégies de cache-cache, à des simulations et à des manipulations... ». La morale religieuse (incrustée dans les programmes, les contenus,...) accompagne les élèves durant toute leur scolarité et donne une vision du monde islamique qui sera supérieure à toute autre... Cette culture colportée et enseignée à l'école algérienne ne peut pas permettre à l'élève (l'adulte de demain, le citoyen du monde...) d'accéder à la rationalisation et aux valeurs universelles. Élément central de l'enseignement/apprentissage des langues, le manuel scolaire constitue un prisme à travers lequel nous percevons la culture, l'interculturalité, la représentation de l'Autre... C'est l'objet de mon étude sur l'intégration de la dimension interculturelle dans les manuels de français 1^{ère} et 2^{ème} du secondaire (lycée). La présentation, l'illustration, la hiérarchisation et la mise en relation des informations culturelles, s'inscrivent dans la même perspective. Les caractéristiques « disqualifiantes » sont associées exclusivement à l'Autre, en tant que culture et ethnie sur la base de critères sociopolitiques et linguistiques, des « ethno-sociotypes » pour reprendre l'expression de Jacques Bres (1993 : 152). Certaines valeurs que l'on décrète « occidentales » donc pernicieuses : la laïcité, les droits de la femme, la liberté de conscience... sont discréditées.

Algérianité face aux langues maternelles, entre discours officiel et réalité quotidienne

Les réformes entreprises par la ministre de l'éducation algérienne n'ont pas fini de déchaîner les passions. Son désir d'intégrer officiellement les langues maternelles des locuteurs de ce pays (Taleb Ibrahim 2004) dans le système éducatif n'a cessé d'alimenter les débats. La Ministre a mis en avant la nécessité d'une école qui réponde aux attentes de sa société (APS 24 avril 2016). Cependant, et malgré un usage déjà très répandu des langues maternelles dans les écoles algériennes, l'officialisation de cet usage a été perçue comme une atteinte à la langue de scolarisation, l'arabe littéral (Grandguillaume 1983), et par là même, une atteinte à l'identité nationale. Étant donné que ces réformes sont portées et défendues par des éléments issus du bloc francophone, elles revêtent d'office un aspect suspicieux. Elles sont perçues comme venant du colonisateur, dans l'intention une fois de plus de briser le pays pour mieux le manipuler. Au-delà du brouhaha général qui entoure cette question, nous nous sommes intéressées à la parole des personnes directement concernées par ces réformes, à savoir les enseignants.

Dès lors un certain nombre d'interrogations surgissent : quelles sont réellement les attentes sociétales en Algérie ? L'Algérie est-elle prête à reconnaître et à légitimer ses langues au point de les laisser vivre officiellement dans l'espace scolaire ? Que pensent les enseignants de cette réforme ? Quel rapport ces enseignants ont-ils à leurs langues ? Autant de questions que nous souhaiterions aborder pour mieux comprendre les différentes imbrications autour de la thématique des langues.

Pour une approche comparative, nous avons travaillé de façon qualitative sur deux régions, l'une berbérophone (Bejaïa) et l'autre arabophone (M'sila). Nous avons recueilli les propos des enseignants de deux écoles primaires, dans un premier temps par le biais d'un questionnaire, puis à travers des entretiens pour densifier une réflexion déjà entamée.

Après analyse des données, il s'est avéré qu'une grande partie des enseignants interrogés n'était pas au courant de la polémique autour de la recommandation de la Ministre de l'éducation. Cette dernière a été perçue comme superflue et incompréhensible car le recours à la langue maternelle fait intégralement partie de leurs pratiques de classe. Globalement les enseignants étaient beaucoup moins concernés par la problématique des langues que par la réorganisation du contenu enseigné. L'intégration est le mot d'ordre des curricula proposés par cette réforme. Des liens ont été tissés entre les matières avec à l'issue un projet à concrétiser.

BA Abdoul Hameth

Université d'Évry Val d'Essonne

*Citoyenneté culturelle transnationale
Formes de transmission de la culture dans les diasporas*

Le concept de citoyenneté culturelle s'est popularisé grâce à la reconnaissance (par l'UNESCO) de la diversité des cultures qui constituent l'humanité. Chacune d'elle mérite un respect universel. De fait, les valeurs attachées à la citoyenneté (droit de vote, éligibilité...) varient selon les époques et les États. La notion de citoyenneté est passée progressivement du champ juridique au champ social et culturel. Avec l'évolution de sa place dans le monde, l'immigration est devenue définitive ou de longue durée. Mais cet ancrage territorial ne signifie pas rupture avec le pays d'origine. Les communautés « diasporiques » continuent de manifester sous des formes diverses leur attachement à la culture des pays d'origine. Dans le cas de l'immigration sahélienne en France, on constate que les formes de regroupement dans l'épisode migratoire obéissent à des logiques nouvelles qui transcendent l'appartenance à un même village. En effet, le clivage lié à l'appartenance à un même pays d'origine, dont les frontières sont fragiles, le cède pour un rapprochement lié à l'appartenance à une même communauté linguistique, ou à une même confession ou à une même aire culturelle. L'épisode migratoire permet au migrant de porter un regard nouveau sur son pays d'origine, sur sa culture, sur sa propre identité. Même si l'espace de départ demeure le lieu de construction de l'identité culturelle première, le migrant n'est pas insensible aux espaces « traversés », aux espaces d'accueil qui offrent des façons d'agir, de penser, différentes.

L'immigration contemporaine est-elle facteur de reconstruction des cultures ou de construction des identités culturelles hybrides ? Quels sont les freins et les filtres à la transmission des cultures issues de l'immigration ? Comment analyser le lien entre transculturalité, transnationalisme, développement et territorialité culturelle avec le prisme des migrations ?

Tels seront les questionnements auxquels cette communication tentera de répondre en s'appuyant sur le cas de la diaspora sahélienne dans quelques pays (France, Italie, Belgique, USA, Chine...) et en proposant un regard sur les effets de mises en relation entre territoires et sociétés.

*De la langue maternelle vers le français, quelles interférences ?
Le cas des collégiens marocains.*

La réflexion portera sur l'enseignement de la langue française adressé à un public arabophone débutant qui n'arrive pas à se détacher de sa langue maternelle (l'arabe marocain dans le contexte social et éducatif marocain). Cet usage des deux langues est sans doute à l'origine des interférences et de plusieurs variations linguistiques. Selon William Makey : « *l'interférence est l'utilisation d'éléments appartenant à une langue tandis que l'on en parle ou que l'on en écrit une autre* ».

Par cette recherche didactique et sociolinguistique, nous interrogerons certaines assomptions de méthodes et démarches enseignantes et mettrons en lumière des pratiques bilingues ambitionnant l'entrecroisement et le décloisonnement des langues enseignées et véhiculées, au moyen d'une approche plurielle des langues, sachant que la réflexion sur la langue maternelle en classe de français langue étrangère est une question souvent écartée des stratégies enseignantes et des choix pédagogiques de l'enseignant au Maroc. Et c'est à travers ces réflexions que nous essaierons de remédier aux déficits linguistiques que rencontre l'apprenant, y compris les interférences linguistiques.

Les textes officiels et les approches pédagogiques retenus par le système éducatif marocain ne tiennent pas compte du contexte bilingue de l'apprenant qui est souvent, lors de l'apprentissage du français, à une phase précise, peut être sous l'influence de sa langue maternelle.

Cette problématique ouvre en effet sur une concaténation de questions

- S'agit-il d'une variation individuelle ou commune au nombre d'apprenants ?
- Faut-il d'abord les diagnostiquer ou négliger les erreurs interférentielles ?
- Quelles sont les interférences les plus courantes ?
- Quels scénarios peut-on envisager à ce genre d'erreurs ?
- Peut-on vraiment évacuer la langue maternelle et l'exclure de nos réflexions et de nos choix pédagogiques ?
- Comment faire évoluer le niveau des apprenants en langue française ?
- Faut-il diagnostiquer les erreurs, revenir sur la source et trouver des explications logiques ou se contenter seulement de faire des corrections classiques sans impliquer l'apprenant dans des réflexions et sans le sensibiliser contre certaines productions défectueuses qui nuisent souvent à la norme ?

Nous tiendrons compte dans notre recherche des formes de contact des langues et précisément de la coprésence de l'arabe et du français dans le même contexte éducatif et linguistique de l'apprenant à l'école marocaine.

BEARTH Thomas

*Université de Zurich
African Languages Consultancy*

*Linguistique pour le développement (LPD) :
Prolégomènes à un modèle de communication
intégrant les interfaces constitutives d'un domaine méthodologiquement hybride*

L'Axe 3 de l'argumentaire soulève la question de l'adéquation des « modèles de communication ». À travers la référence à une situation de communication idéale (rationalité, critiquabilité, validation), le modèle pragmatique articulant l'interface entre langue et action (Habermas 1984) fournit des repères utiles, mais ignore les éléments constitutifs du terrain spécifique LPD : multilinguismes asymétriques, inégalité inhérente à la notion du développement se conjuguant avec celles d'ordre social, économique et culturel, et de tabou langagier. L'adéquation d'un modèle et son utilité se mesurent : (i) à sa capacité de « prise en compte des besoins réels des populations », qui sont aussi et d'abord des besoins communicationnels, rarement pris en compte ; (ii) à celle de générer des hypothèses testables en termes de corrélations récurrentes entre la prise en compte de ces besoins et celle des postulats de durabilité par la cible, corrélation dont la démonstration conforte l'hypothèse-maîtresse selon laquelle la redéfinition de la langue par défaut en matière de développement répond le mieux à l'ensemble de ces exigences.

Dire l'Afrique

Cette conférence est tout à la fois terminale et conclusive même si l'objet qu'elle embrasse est en constante évolution.

Dire l'Afrique aujourd'hui revient à proposer un point d'étape à la croisée de recherches scientifiques. Cela revient ici à mettre ensemble les concepts que les chercheurs ont employés. De l'émergence bien sûr aux voies linguistique du développement. De quelle Afrique parle-t-on ? De son continent ? De ses États ? De leurs peuples ?

Mais il est possible et c'est ce que nous faisons aujourd'hui, de considérer tout cela et de le saisir à l'aune des unités qui constituent la mosaïque de l'interculturalité. Citons de manière non exhaustive les langues, enseignement et apprentissage, langues de travail, de communication, langues institutionnelles, ou encore toutes ces langues que les économistes, les sociolinguistes, les ethnologues étudient pour comprendre *l'habitus*, le mode de vie, la sociologie de cultures composées.

Dire l'Afrique se fait en ce 24 mai et n'est autre qu'une synthèse *bic et nunc* d'un colloque riche de trois jours de rencontres de chercheurs, de scientifiques, de personnes issues de sociétés civiles qui, pour quelques moments, sont venus proposer une représentation d'un objet en pleine mutation.

Innover en Afrique : retours d'expériences auprès de grands groupes français

Confrontés à une saturation de leurs cibles et territoires habituels, les grands groupes occidentaux s'exportent sur d'autres continents et pays émergents. L'Afrique est devenue plus que jamais stratégique, et ce notamment pour deux raisons : l'essor de l'urbanisation d'une part, et l'essor de la classe moyenne africaine d'autre part. Ainsi les stratégies marketing ont depuis bien longtemps exporté leurs recettes sur ces nouveaux territoires, les secteurs favorisant la consommation des ménages suscitent les convoitises, étant donné la masse potentielle de nouveaux clients à conquérir. Évidemment cette dynamique ne va pas sans son corollaire : la pauvreté extrême qui frappe toujours la moitié des Africains, les inégalités, la corruption, et l'instabilité politique de certains pays qui subsistent. Pris en tenailles, les grands groupes se trouvent dans une position délicate, entre le nécessaire soutien au développement des populations locales et leurs propres objectifs de profit. Y a-t-il des solutions pour conjuguer les deux ? Qu'en est-il de l'innovation par la méthode design ? Peut-elle permettre de développer une innovation responsable et performante ? Utiliser la créativité pour construire de nouveaux modèles, se nourrir des spécificités culturelles pour innover, et impliquer les acteurs locaux dans la transformation, sont trois clés que nous avons identifiées pour réussir l'implémentation de ses activités en Afrique. Nous présenterons à travers deux retours d'expériences auprès de grands groupes français des secteurs bancaire et agroalimentaire, comment nous avons utilisé la méthode design pour faciliter l'investigation, la collaboration et l'expérimentation.

S'ouvrir au marché africain, c'est adapter et personnaliser ses produits et services aux besoins et désirs locaux, mais c'est surtout envisager une structure de coûts et un modèle de revenus qui permet d'adresser des populations qui ont de très faibles revenus. Ne cibler que les classes moyennes émergentes est une solution de facilité trop souvent plébiscitée, mais innover pour le maximum en conjuguant performance et impact sociétal, c'est innover avant tout pour les plus pauvres. Nous détaillerons l'intérêt de notre approche méthodologique du design, qui notamment à travers sa phase d'observation sur le terrain et ses techniques d'ethnographie, permet d'identifier les besoins non adressés de l'ensemble d'une population et non ceux d'une cible marketing simplifiée et présumée à laquelle on pousse un produit/service qui va hypothétiquement leur plaire. Par l'identification des blocages et des détournements, elle permet de reconstruire à la façon d'un puzzle toutes les petites synergies qui peuvent se faire entre différents éléments existants issus de différents domaines, et de les assembler afin de construire une solution dynamique et complexe, celle qui est finalement au cœur du secteur de l'économie informelle, et que tant de multinationales essayent de décrypter.

Nous concluons par l'identification d'un certain potentiel d'innovation très prometteur en Afrique et qui en retour pourrait être très inspirant pour l'occident : un environnement social intrinsèquement très empathique favorisant les remontées des problématiques, une multiplicité des contraintes favorisant les opportunités de créativité, et une culture du détournement et de la réutilisation favorisant un développement agile et itératif.

*Perspectives de développement et autogestion interculturelle
des ressources linguistiques en Afrique*

La presque totalité des sociétés africaines vit, plus d'un demi-siècle après les indépendances, avec les conséquences à long terme de la domination coloniale dans beaucoup de domaines.

Cette intervention se centrera sur les conséquences linguistiques des colonisations. Elle examinera certaines modalités confirmées ou émergentes de décolonisation linguistique qui pourraient permettre un développement endogène plus affirmé.

On prendra l'exemple de l'autogestion des ressources linguistiques, y compris des langues laissées par la colonisation (français, anglais, portugais...) que des appropriations reconfigurent et insèrent dans des dynamiques innovantes d'émancipation des modèles européens.

BOUMISSER Abdeslam

*Institut Royal de la Culture Amazighe
Rabat-Maroc*

La politique linguistique au Maroc : état des lieux et perspectives

La gestion de la diversité linguistique en Afrique du Nord est un défi majeur qui se pose aux pays de la région. En effet, la reconnaissance officielle du bilinguisme n'a vu le jour qu'à partir de 2002 en Algérie et en 2011 au Maroc. Ceci, est dans le cadre des réformes constitutionnelles qui ont fait de la langue amazighe (berbère) à côté de la langue arabe une langue nationale (Algérie), et une langue officielle (Maroc).

La cohabitation de plusieurs systèmes linguistiques dans cette vaste région est un fait historique. Plusieurs langues étaient parlées dans des zones différentes de ce vaste territoire depuis l'antiquité : le libyque ou l'amazighe qui représentent l'héritage linguistique très ancien de la région, et les autres langues apportées par des populations arrivées dans cette partie de l'Afrique comme à titre d'exemple le punique, le grec et le latin.

L'arrivée de l'Islam a fortement influencé l'implantation de l'arabe depuis plusieurs siècles, mais les périodes modernes représentent les contextes les plus marqués par un contact des langues et des civilisations. Cela est dans le cadre de la colonisation et la fixation des institutions modernes au sein de ces jeunes nations.

Les langues de ces puissances coloniales, à savoir le français, l'espagnol et l'italien, ont fortement marqué le paysage linguistique en question. Par conséquent, les marchés linguistiques dans ces États connaissent une diversité linguistique très forte : les langues de la colonisation (le français en particulier) sont devenues les langues des institutions, de l'économie, de l'enseignement et de la vie moderne en général. Par contre, les langues nationales (l'arabe et ses variétés ainsi que les variantes de l'amazighe) ont occupé plus au moins des domaines de l'éducation, des cultures et des échanges sociaux.

Cet article se veut donc un état des lieux critique de la politique linguistique au Maroc depuis le contexte de la colonisation jusqu'à nos jours. L'impact de celle-ci sur l'application de la justice linguistique et l'accès équitable des populations locales aux domaines de la vie moderne via leurs langues usuelles.

BOUTIN AKISSI et VAHOUA Kallet

*Université Toulouse-Jean Jaurès
Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan*

Le français est important, mais ne suffit pas pour réussir en Côte d'Ivoire

« Le français, c'est important pour réussir. Mais ça suffit pas. Il faut parler aussi ta langue. On doit enseigner ça aussi. » Ce mot recueilli, dans la ville d'Abengourou, d'un commerçant abron né en 1979, lors de l'enquête « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire » résume la situation : si le français est largement majoritaire dans l'économie formelle, il ne recouvre pas tout le secteur informel, où travaillent les plus pauvres mais aussi une grande partie de la « classe moyenne » ivoirienne.

Les dernières études sur les classes moyennes en Afrique la définissent tantôt par les revenus, tantôt par les dépenses, ou encore par ses attitudes sociales (Berrou et Combarous 2017, Fofana 2015, Pezzini 2012). Dans tous les cas, elle ne peut pas être délimitée selon les mêmes critères que ceux des pays occidentaux. En Côte d'Ivoire, cette classe, définie par l'ensemble des personnes vivant d'un revenu mensuel de 60.000 FCFA et 165 000 FCFA (91 à 251 euros), a fait l'objet d'une récente étude menée par l'Agence française de développement (AFD) et l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan.

Étant donné l'importance économique et sociale de la classe moyenne en Côte d'Ivoire, il nous semble crucial d'étudier les attitudes linguistiques de cette partie de la population ivoirienne, de pair avec d'autres attitudes sociales. En effet, les langues parlées dans les réseaux professionnels et autres réseaux sociaux de ces personnes ont toutes les chances d'être, demain, celles d'un développement endogène.

En Côte d'Ivoire, le français s'est complètement superposé aux langues autochtones au point qu'il est omniprésent, surtout dans les milieux urbains, et qu'il joue, dans sa forme locale, un rôle socioéconomique prépondérant dans l'économie informelle comme dans l'économie formelle. Pourtant, de plus en plus, à travers les récentes modifications des représentations et attitudes linguistiques du fait des crises qu'a connues le pays, à travers l'engouement pour le nouchi, à travers la transformation sociale des quartiers de première insertion de l'immigration urbaine, on perçoit que les langues africaines émergent et acquièrent un début de considération.

Une vaste enquête a été menée en 2013 et 2014 sur l'ensemble du territoire ivoirien dans le but d'observer la « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire » (Boutin & Kouadio N'Guessan 2016, Lezou Koffi 2016). Elle révèle que les représentations des langues et les attitudes et pratiques linguistiques sont en train de changer au profit d'une revalorisation sociale des langues africaines. Pourtant, la politique linguistique générale et la politique éducative semblent toujours être élaborées en marge des langues ivoiriennes. Les enjeux du PEI (Projet d'École Intégrée) notamment, la principale expérience de formation en langues ivoiriennes, ne sont toujours pas perçus par les plus hautes autorités.

BOUYAIN Sarah

Comment dit-on "chemin de traverse" en dioula ?

Métisse franco-burkinabé, mon travail de cinéaste s'appuie largement sur la relation que j'entretiens avec le Burkina Faso. Relation complexe, nourrie par le sentiment d'exil de mon père, sa nostalgie, mon désir de m'intégrer dans ce pays rêvé et l'impossibilité à y parvenir.

À la mort de mon père, j'eus peur que l'on ne me croie pas lorsque je disais que j'étais burkinabé, à cause de ma couleur de peau, car, au dire des autres, je ressemble davantage à une Maghrébine ou une Eurasienne qu'à une métisse franco-burkinabé.

Pour fixer, une fois pour toutes mon identité burkinabé, je décidai d'apprendre ma langue paternelle, le dioula, qui, ironie du sort, n'est pas la langue propre à un lieu, mais une langue véhiculaire créée pour le commerce dans la sous-région. C'est ma cousine, venue vivre en France à l'âge de 14 ans qui me l'apprit. Nous utilisons le livre de Dumestre « Ko di? Cours de Dioula », acheté il y a longtemps par ma mère, quand elle aussi avait voulu apprendre cette langue.

Cet apprentissage, à l'âge de 32 ans, me fit l'impression d'un voyage vers le passé et sa musique. Je découvris enfin le sens de sonorités qui m'avaient marquée étant enfant. Cette expérience, hautement émotionnelle, je décidai d'en faire un film de fiction, dont la thématique centrale serait la langue comme objet d'affection.

C'est cette aventure personnelle de création, de la non-compréhension de la langue paternelle vers la réalisation de mon film de fiction « Notre étrangère » sorti en 2011, que je souhaiterais relater dans cette communication.

Les premières versions du scénario étaient volontaristes. Elles plaçaient l'apprentissage de la langue paternelle et la poétique née de la traduction littérale du dioula au français au centre du film. À l'arrivée, le sujet central du film n'est plus ce rapport à la langue, mais plutôt le sentiment d'être étrangère aux autres et à soi-même.

Je souhaiterais revenir sur les différentes étapes de cette dérive du sujet. J'évoquerai les contingences scénaristiques, les éléments concrets survenus au cours du tournage et du montage qui m'ont empêchée de suivre mon idée première, mais amenée vers une autre voie, finalement plus autobiographique que ne je l'avais imaginé.

DAFIR Amine et BOULAFDOUR Brahim

Les enjeux de la présence des investissements marocains en Afrique Subsaharienne

En adoptant une approche pragmatique, le Maroc cherche à consolider son rôle de puissance régionale dans un continent qui lui constitue un réservoir de croissance, une profondeur stratégique et une priorité. En diversifiant ses actions d'influence, combinant des outils économiques, culturels et religieux, le Maroc propose son expertise et son modèle de développement pour les pays de la région. A cet égard, le pays a déployé des efforts non négligeables dans le but de consolider son positionnement sur les marchés africains, à travers notamment la signature de plusieurs accords de commerce et d'investissements avec plusieurs pays et a aussi instauré un cadre juridique incitatif visant à encourager les relations commerciales et d'investissement avec cette région. En effet, la stratégie d'influence du Maroc en Afrique subsaharienne a permis le développement des investissements marocains en Afrique Subsaharienne.

Dans cet article, nous chercherons à mieux cerner les tendances de l'internationalisation des entreprises marocaines en Afrique Subsaharienne et à comprendre les choix de ces entreprises, identifier leurs motivations et préciser les spécificités des stratégies adoptées.

Francophonie : enjeux d'une planification linguistique en Tanzanie

La Tanzanie, pays d'Afrique de l'Est, s'est ouverte à la mondialisation depuis la fin des années 80 marquée par une crise économique qui a forcé les gouvernements successifs à développer des stratégies économiques dans le cadre de politique à long terme. Ainsi, les échanges commerciaux ont progressivement augmenté et le secteur du tourisme s'est imposé comme secteur clé pour le développement. Cette évolution rapide fut possible par un renforcement politique, économique et linguistique de la Communauté Est Africaine. En 2014, ce secteur représentait 8% du PIB de la CEA (East African Community : 2015) et a généré environ 2.3 millions d'emplois dans la région. Parmi les touristes, de plus en plus de francophones puisqu'entre 2013 et 2016, le nombre de touristes français a doublé et s'est accompagné d'entreprises françaises.

Dans la Région des Grands Lacs, la Communauté Est Africaine attire. En 2016, le Soudan du Sud y faisait son entrée et aujourd'hui c'est la République Démocratique du Congo qui se trouve attirée par son champ. La CEA ayant, tout comme l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, l'anglais et le kiswahili comme langues officielles, se pose des questions aussi bien pratiques que politiques à l'endroit du français : droit international/ droit continental, langue de travail institutionnelle ou encore formation professionnelle dans le cadre d'une politique linguistique éducative harmonisée à l'échelle régionale.

Pour notre thèse, nous étudions dans un large cadre, la politique extérieure linguistique, menée par France de façon diachronique, son actualisation discursive et son impact dans l'aménagement linguistique tanzanien. D'autre part, nous mettons cela en relation avec les représentations collectives du français des apprenants et les pratiques enseignantes de FLE afin de mettre en perspective à la fois la pénétration du discours et son actualisation.

Pour cette contribution, nous souhaitons présenter nos analyses de discours institutionnels basées sur le séminaire « Commercer avec le monde francophone » organisé en novembre 2016 à Arusha en Tanzanie réunissant alors pour la première fois les acteurs régionaux autour de la question francophone. Nous proposons d'ouvrir notre communication par la présentation d'éléments de contexte concernant les mutations géopolitiques depuis 1973. Le deuxième volet s'axe sur l'analyse de discours institutionnel où il s'agit de montrer les traces des éléments susmentionnés dans le discours - *diplomatie commerciale* et rupture avec le discours traditionnel français culturel et humaniste, traces de politique extérieure -. Enfin, le dégageant de ruptures et de continuités diplomatiques permet une réflexion quant aux objectifs poursuivis par les politiques.

L'intérêt est d'exposer les liens entre stratégies pour le développement, les ajustements des discours institutionnels et la planification linguistique du français en tant que langue étrangère. Cette contribution tire son originalité de l'objet même car la f(F)rancophonie n'est pour ainsi dire jamais étudiée en contexte Est africain, toujours considérée comme anglophone et non kiswahilophone ou plurilingue. Le deuxième aspect est que, dans ce contexte, le français est intégré à des stratégies de développement économiques en tant que langue étrangère.

Langue et développement : le rôle des radios communautaires

Cette étude a pour cadre Vélingara, une commune située dans la région de Kolda au sud-ouest du Sénégal.

Elle porte sur le rapport langues, décentralisation et développement local et s'intéresse au rôle des radios communautaires dans un contexte multilingue.

Depuis son accession à l'Indépendance en 1960, la carte administrative du Sénégal a subi des modifications. La dernière en date, l'acte III de la décentralisation (*Ministère de l'aménagement du territoire et des collectivités locales 2013*) qui veut relever les défis des inégalités de développement avec la création-responsabilisation de collectivités locales compétentes s'est accompagné de la création de radios dites radios communautaires. L'une des missions de ce type de radio est de préserver et de redynamiser les langues locales dans un contexte de développement durable (Calvet, J-L : 2013). Il s'agit essentiellement d'examiner la place et le rôle des langues locales dans un contexte de développement local (*Abolou, C.R : 2008*).

Après avoir présenté la situation sociolinguistique de la commune, nous analyserons les fonctions des langues locales à travers la radio communautaire dans le contexte du développement durable.

DIOP Ibrahima
Université Cheikh Anta Diop, Dakar, SENEGAL

Autour de l'identité

*Regards sur l'eurocentrisme à partir des expériences de l'afro-centrisme
ou ce que les uns peuvent apprendre des autres*

La crise migratoire a mis en exergue la question identitaire que l'on croyait être résolue par nos sociétés multiculturelles, nos civilisations mondialisées et nos conventions internationales qui imposent aux États un droit international au niveau national. Tout semble nous ramener au 18^{ème} siècle, un siècle paradoxal et contradictoire, où la philosophie de l'Universel des Lumières semblait avoir vaincu le nationalisme qui a façonné les États européens, dont le principe reposait sur une Nation, un État, une Langue Officielle.

Par le truchement de la colonisation, ce même modèle servit de légitimation à la construction des États d'Afrique postcoloniaux, dont la mégastucture supranationale, l'Organisation de l'Unité Africaine, devenue l'Union Africaine pose comme principe immuable la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières issues de la colonisation, rendant particulièrement conflictuelle la relation entre frontière linguistique, ethnique, culturelle et politique. Ce consensus qui se comprenait aisément, cache mal les zones de conflits entre la politique et la culture. Et quand le micro nationalisme s'en mêle, s'éloigne toute perspective de développement, créant ainsi au repli identitaire toutes les conditions favorables.

Tout en soulignant que ce repli qui s'exprime violemment contre certains principes fondateurs de l'Union européenne et certaines valeurs issues de l'humanisme des Lumières, est différent des théories nationalistes et nativistes de l'afrocentrisme, nous voulons toutefois dans cette communication, retenir des intersections notoires. Il existe à travers les échecs de la construction postnationale de l'Union Européenne un pendant africain qui est la difficulté, de solutionner les problèmes du développement post-indépendance créant par là un trait d'union entre le conflit autour du postcolonial et la crise de l'après nation de la construction européenne et sur laquelle Habermas a beaucoup réfléchi. Il existe un temps synchronisé autour de la crise de l'identité postnationale en Europe qui doit aussi se lire à l'international comme la crise de l'identité postcoloniale.

Cette question touche une autre et l'explique : L'universel européen, hissé en modèle mondial et unique de gouvernabilité, est en crise. La zone de contact avec la crise postcoloniale en Afrique ne saurait être extraite de la crise d'une gouvernance du monde. Cette crise doit pouvoir être résolue dans un autre universel.

Cet universel se discutait depuis le 18^{ème} siècle, en philosophie (Kant, Herder) et en politique (Parlement Français de 1789). Le colonialisme, et par la suite certaines théories nationalistes de l'État (Renan) l'ont transfiguré. En Europe et en Afrique se discutent des alternatives à la souveraineté de l'Après- Nation : (Senghor, Mazrui, Habermas, P. Chevènement, O. Fischer). Ce débat intéresse particulièrement la philosophie politique et la prospective africaines : (M. Diouf, A. Mbembé, A. Sall, S. B. Diagne et nous-mêmes). Nous développerons dans cette communication la nécessité de passer de sociétés enseignantes à des sociétés apprenantes, en commençant par « déracialiser » la crise sur l'identité.

Haidar Mehdi

Université Mohammed V, Rabat, MAROC

Politique linguistique et politique migratoire au Maroc, quelles relations ?

Depuis 2013, le Maroc est devenu une terre d'accueil de migrants. En raison de l'afflux massif de migrants subsahariens et de l'ouverture sur l'Afrique, l'État a été contraint de revoir sa politique migratoire et a procédé en 2014 et en 2015 à la régularisation de milliers de subsahariens déjà installés au Maroc. Cette opération a été accompagnée d'une mise à niveau du cadre législatif et réglementaire visant principalement à permettre l'intégration de ces populations au sein de la société marocaine.

Ces migrants venus de pays limitrophes et parfois de contrées lointaines (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Syrie) parlent des langues le plus souvent très différentes des idiomes en présence sur le territoire marocain. Si certains sont instruits et pratiquent aisément le français ou encore l'anglais, d'autres ne parlent que les langues locales de leurs pays d'origine (wolof, bambara, sérère, peul, timné, kissi...). Se pose donc la question de savoir comment ces migrants arrivent à évoluer dans une société où la barrière linguistique fait entrave à toute tentative d'intégration.

De plus, la politique linguistique au Maroc telle que nous la connaissons aujourd'hui est quelque peu confuse. Le paysage linguistique multilingue connaît depuis quelque temps une mutation profonde ; la langue amazighe a été reconnue langue officielle dans la refonte de la constitution en 2011, l'anglais et le français connaissent un regain d'intérêt en raison de l'implantation en masse de manufactures et d'entreprises étrangères dans le Royaume, sans oublier la nouvelle réforme de l'enseignement 2015-2030 qui fait la part belle aux langues étrangères dans l'enseignement primaire, collégial, secondaire et universitaire. Ce changement engendre beaucoup d'émotions et de conflits entre les défenseurs de l'arabe dialectal comme langue d'enseignement d'un côté, et de l'autre ceux qui veulent remplacer l'anglais par le français dans la sphère professionnelle et scientifique.

Une enquête actuellement en cours vise à interroger les migrants de nationalités multiples et vivants des situations différentes (travailleurs, étudiants, sans emploi, vivant seul ou en communauté...) afin de voir à quel point les pratiques des langues au Maroc ainsi que la répartition fonctionnelle des variétés linguistiques entravent ou au contraire favorisent leur intégration. Le but de cette étude est d'étudier aussi quels sont les mécanismes d'aide linguistique mis en place par les instances publiques et d'autres organismes (associations, ONG...) pour faciliter l'accès à l'information, les services, l'emploi ou encore la formation aux migrants.

Sur le plan méthodologique, l'approche empiro-inductive constitue la base sur laquelle s'appuie cette étude, différents types d'enquêtes comme le questionnaire et/ou l'entretien ont servi pour la collecte des données après une série de phases d'observation impliquant la visite de centres d'accueil.

La finalité de cette étude consiste dans un premier temps à mesurer le degré d'efficacité de la politique linguistique marocaine face aux nouveaux défis qu'imposent aujourd'hui ces mouvements de populations massifs et de proposer dans un second temps en fonction des résultats obtenus une série de recommandations permettant de concevoir une planification linguistique intégrée à l'appareillage législatif déjà mis en place.

MABIKA Hines

Donner de la voix aux voies de la Santé en Afrique

L'Afrique se portera bien. Ce postulat rompt avec le portrait des cinq derniers siècles d'une Afrique mise à genoux par l'exploitation et la domination coloniale, marquée par le chaos social, et assommée par la maladie et l'absence de perspective de développement.

La rupture n'est pas seulement discursive. Elle est empirique et phénoménologique. Rescapé de la petite vérole du 19^e siècle, le continent a conjuré les menaces de disparition de ses sociétés par la pandémie du Sida et les épidémies d'Ébola découvertes au 20^e siècle. Ni la ré-émergence des pathologies de jadis au 21^e siècle, ni les guerres que certains estiment être déclenchées pour relancer l'industrie de l'armement, ne semblent arrêter le cycle de l'histoire.

Le cours récent de l'histoire de l'humanité comme la prospective la moins enthousiaste suggèrent que l'Afrique se portera bien. Le continent noir se muera en continent vert. Loin de s'éteindre, sa population sera nombreuse et dynamique. Mais, saura-t-elle donner de la voix aux voies de la santé pour que le développement ne rime pas simplement avec l'accumulation matérielle ?

LEZOU KOFFI Aimée Danielle

*Université Félix Houphouët-Boigny
Abidjan, Côte d'Ivoire*

*Être une femme en Afrique, être un sujet de discours.
Vers une théorie post-genre pour un développement inclusif*

« Qui a dit que les femmes africaines voulaient être les égales des hommes ? Et qui dit que le partage des tâches domestiques fait partie de leurs aspirations ? » Ces interrogations-boutades aux élans provocateurs et aux inflexions réductrices de ce que peuvent être certaines luttes féministes et l'éveil de la problématique genre, posent avec acuité la question, fondamentale, la manière dont a été/est déclinée l'identité de la femme africaine, la problématique de la voix, du sujet de l'énonciation. Bref, quelles voix la détermine ainsi d'être autrement ? Qui est la femme africaine hors ce contexte énonciatif en réalité, et quelles sont ses véritables aspirations ?

Une manifestation scientifique à la recherche de voix africaines pour/par des voies progressistes nous semble le lieu indiqué pour mener un exercice de déconstruction pour la réévaluation de cette identité plus souvent décrite qu'éprouvée. En effet, la colonisation (encore ?), puis les indépendances des pays africains ont généré des transpositions systémiques diverses : systèmes de gouvernance, systèmes de croyances (religions), systèmes éducatifs et... systèmes de valeurs ingérés goulument et parfois au forceps mais difficilement digérés. Elles ont, de là, uniformisé l'axe temporel de l'histoire des sociétés en contact en fusionnant, par exemple, les luttes culturelles. Les préoccupations de la femme occidentale sont devenues celles de la femme africaine. Celle-là va, *de facto* et intuitivement, hériter et bénéficier des acquis des luttes féministes occidentales. Si l'une est actrice de son histoire, l'autre est objet de l'histoire globale. Depuis lors, elle a peu ou prou conservé cette posture attentiste qui fait d'elle le tiers, la personne dont on parle, celle absente de l'interaction, la « non personne » (Benveniste, 1966 :256). Ainsi, à l'aune de la théorie de la subjectivité dans le langage (Benveniste, 1966/ Kerbrat-Orecchioni, 1980) et se fondant à dessein sur un corpus éclectique (discours politiques, institutionnels, littéraires...), notre contribution prendra le format d'un plaidoyer sous-tendu par le jeu de la déconstruction dans/par le discours.

*La traduction spécialisée, entre politique linguistique et variation terminologique :
l'exemple de la langue arabe*

Il n'est point besoin de rappeler les rapports existants entre traduction spécialisée et terminologie. Cette dernière, située au cœur de l'information scientifique et technique, occupe une place primordiale dans l'appréhension de tout texte spécialisé et, par la suite, dans sa traduction vers une autre langue.

Un des problèmes auxquels fait face le traducteur de ce type de texte, reconnaissons-le, est d'ordre terminologique. Le défi à relever par ce dernier est double. Il est tenu non seulement de délimiter les concepts véhiculés par les termes spécialisés, mais aussi de gérer les variations terminologiques qui constituent une particularité du discours scientifique et technique.

Le problème va en s'aggravant lorsque le traducteur est invité à traduire de ou vers une langue comme l'arabe. Langue officielle dans vingt-deux pays arabes, chacun ayant ses particularités historiques, culturelles et sociétales, l'arabe foisonne de variations régionales – entre les différents peuples arabes – variations qu'il convient de gérer en tenant compte des paramètres spécifiques à la communication.

La présente contribution a pour objet d'interpeller les politiques linguistiques menées par les pays arabes à la fois aux niveaux : national, régional et international. Elle s'interrogera également sur l'apport et les limites de ces politiques pour le traducteur arabophone, ainsi que sur le rôle de celui-ci face aux variations terminologiques.

NANEMA Jacques

AGRINOVIA
Université de Ouagadougou BURKINA FASO

Quel chemin pour une approche réflexive/ humaniste du développement en Afrique ?

Un des meilleurs chemins pour affronter la question épineuse du développement en Afrique, c'est celui de la formation des nouvelles générations d'acteurs (étudiants sortant de l'Université et soucieux de s'insérer dans la vie professionnelle) et de la formation continue des agents de développement, avec qui il importe d'engager une dynamique de formation réflexive sur la « polydimensionnalité » du développement. Avec l'idée d'"apprendre à innover en partenariat", la filière académique de formation AGRINOVIA (Master international et pluridisciplinaire en Développement), essaie depuis 2011 de mettre ensemble et en synergie des compétences académiques, scientifiques et professionnelles, pour assurer la formation des étudiants et des professionnels de manière participative, interactive aussi bien au sein de l'Université Ouaga 1 Professeur Joseph Ki Zerbo que sur le terrain, pendant le stage où sont élaborés les mémoires de fin de formation, autre école pour les initier aussi bien au sens des réalités qu'aux exigences de la recherche pour le développement.

Je souhaite partager cette petite mais significative expérience en matière de formation qui raconte aussi le rêve d'une mutation stratégique et qualitative de l'enseignement supérieur en Afrique, obligé plus que jamais de prouver dans le contexte actuel son utilité sociale.

NDAMBA Josué

*Centre de Recherches en Sciences Sociales
Brazzaville, CONGO*

Quel développement en quelles langues pour les pays africains ?

Voici un demi-siècle que l'Afrique marche vers le développement ; avec des résultats plus que mitigés. En Afrique au sud du Sahara, les États se réfèrent à des « prêt-à-penser » économiques tels les programmes d'ajustement structurel (PAS), les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), etc., qui prennent force et sens dans les théories de servitude économique conçues par des auteurs comme Schumpeter, Hobson, Marx, Ake, etc. » (Abolou, 2008).

Les ONG et les experts étrangers qui exécutent des projets liés aux OMD, aux ODD ou au « réchauffement climatique » finissent par rejoindre ce point de vue que donne H. Tourneux (2008), présentant un ouvrage collectif dans lequel une dizaine de chercheurs de terrain engagés dans des activités de développement en Afrique, livrent leurs expériences :

« Chacun, évidemment, de par son histoire personnelle, sa formation et sa position géographique, a sa propre vision des choses, mais tous partagent la même conviction, que la question des langues ne doit pas être séparée de celle de la culture, et qu'aucun projet de développement ne peut faire l'économie d'un ancrage dans la langue et la culture locales. Cette problématique doit aussi être intégrée au stade de la conception même du projet. Le succès de tout projet de développement dépendra non pas d'une intervention sectorielle, qui focaliserait la question linguistique sur l'apprentissage à l'école, par exemple, mais d'une valorisation globale de la/des langue(s), dans le cadre du fonctionnement de la société dans son ensemble ».

Nous nous proposons, dans cette communication, de discuter en amont

1/ d'une part la notion de 'développement' pour les pays d'Afrique au sud du Sahara : quelle est son histoire sémantique, de quel ancêtre fondateur descend-il ? Quelles sont ses valeurs sémiologique et pragmatique.

2/ d'autre part, tenter de voir les rapports théoriques entre 'langue' et 'développement'. Partant de l'hypothèse Sapir-Worf revisitée (Gumperz, Levinson, 1999) peut-on affirmer que les langues locales sont plus efficaces pour booster le développement d'un pays ?

3/ enfin, passer en revue quelques 'voix nouvelles' qui proposent de 'nouvelles voies' basées sur une critique philosophique, morale et politique de l'idéologie développementiste proposée à Washington par le FMI ou la Banque Mondiale.

Existe-t-il, pour une PME française, un processus interculturel, pour s'internationaliser en Afrique ? Approche croisée de 3 PME Française.

Notre intérêt pour l'Afrique a débuté en ces temps de *crisattitude* ambiante en Occident et de prise de conscience internationale d'une Afrique qui s'ouvre et qui se lève : « un continent d'avenir qui ne supporte plus le regard apitoyé des autres » - propos de l'ancien président du Sénégal, Abdou DIOUF qui semblent être partagé de Dakar à Mombasa, et de Tombouctou au Cap (Revue Alternatives Internationales, numéro spécial « L'Afrique qui bouge » Mai 2013). Pour le Pr Emmanuel KANDEM, qui travaille depuis plus de 20 ans au Bureau International du Travail (BIT) en qualité de Haut fonctionnaire spécialiste principal des coopératives, l'enjeu pour le continent est de savoir « comment s'ouvrir sans être entièrement dominé et en préservant un maximum

Les recherches en management interculturel se sont d'abord attachées à étudier les interactions d'acteurs de cultures différentes dans les entreprises multinationales. De nombreuses publications traitent des différences culturelles qui en résultent, notamment des « incidents critiques » qui peuvent se produire dans des situations de coopération où les attentes et comportements des acteurs divergent et conduisent à des conflits interculturels (Mutabazi, 1999 ; Barmeyer, 2000 ; Chevrier, 2003). La problématique de l'interculturel est relativement peu abordée chez les Petites et Moyennes Entreprises (PME), peut-être parce que leur diversité, leur petite taille et leur poids financier constituent un terrain de recherche moins homogène et plus difficilement accessible (Lecerf, 2012). Reconnues comme des acteurs majeurs de la mondialisation, elles peuvent représenter des enjeux économiques en matière d'emplois, d'innovation et du dynamisme international d'un pays (Torres, 2000). Dans un contexte de globalisation, l'international représente une opportunité vitale pour beaucoup de PME et leur survie à l'étranger dépendra, en partie, de leur prise en compte, ou non, de facteurs interculturels. Selon le CCI International, très peu de PME françaises osent le défi de l'internationalisation en Afrique. Or, tout nous pousse à croire que l'Afrique est un nouvel eldorado pour ces entreprises. Pour le journal Le Monde, on s'enthousiasme « en découvrant l'émergence d'une classe moyenne, future consommatrice de produits qui risquent d'être... en grande parties importés ».

Sous l'angle de l'interculturel, nous souhaitons mettre en relation, en évidence et en interdépendance l'internationalisation des PME françaises avec l'intégration de l'Afrique à la globalisation. Dans l'axe « Dynamiques interculturelles - Stratégiques économiques – Culture et mondialisation », l'objet de notre contribution souhaite s'articuler à trois niveaux :

Au niveau académique, s'interroger comment une PME française peut-elle appréhender une internationalisation sur le continent africain ?

Sur le plan pratique, approcher trois PME Françaises pour comprendre leur processus d'internationalisation, savoir pourquoi et comment elles ont développé leurs offres à l'étranger et en particulier en Afrique.

Au niveau de la formation, découvrir comment l'influence des différences culturelles peut fragiliser ou consolider l'internationalisation d'une PME et la coopération entre différents partenaires en contexte international.

NKEKET Mavie Norha

*Université Marien Ngouabi
République Démocratique du Congo*

*Quelques stratégies de mobilisation des ressources linguistiques et culturelles
au service du développement au Congo*

La presque totalité des pays d'Afrique sub-saharienne se caractérisent par l'absence de toute politique linguistique clairement définie et mise en pratique. Dans les pays francophones notamment, la situation réelle, 50 ans après les indépendances, est la présence de la langue française comme langue officielle (langue d'enseignement, de l'administration, des affaires etc.). Les langues locales sont réduites à l'usage dans la rue, dans les marchés etc. Les pays les plus "favorisés" ont une ou deux langues véhiculaires qui sont reconnues officiellement ou non comme "langues nationales" (république démocratique du Congo avec le lingala, le ciluba, le kiswahili et le kikongo ; Congo avec le lingala et le kikongo, république centrafricaine avec le sango etc.). Même dans ces cas, les langues "nationales" sont réduites à l'usage dans les médias (radio et télé, échanges oraux dans les administrations...) mais n'entrent pas en concurrence réelle avec la langue officielle. Le français reste donc dominant.

On note ces dernières années que dans les centres urbains, les parents ont tendance à donner comme langue première le français, avec l'illusion que ceci va les avantager au moment d'aborder les études primaires (Ndamba 2000).

S'il est vrai que l'urbanisation rapide de certains de ces pays fait que près de la moitié de la population vit dans les villes, il reste que les secteurs clés du développement (agriculture, élevage, agroforesterie...) se passent dans les campagnes où la langue française, malgré son statut de langue officielle, a un impact quasi nul, même auprès des enfants scolarisés (Bokata, 2015).

Dès lors, les différents programmes de développement déroulés depuis des décennies par les institutions des Nations Unies (PAM, PNUD, OMS, UNICEF etc.) se heurtent au problème crucial de la communication avec les populations cibles.

Dans le cas précis du Congo, partant des projets de première génération où des ONG et des experts étrangers venaient dérouler des projets déjà ficelés depuis l'Europe dans des zones rurales où les habitants ont des habitudes socio-économiques bien distinctes, on voit apparaître ces dernières décennies des stratégies de communication nouvelles pour maximiser l'efficacité dans la mise en œuvre des projets.

Dans les années 80, l'Association des Volontaires du Progrès, ONG française, fut choisie par le Congo qui lançait son "Plan quinquennal de développement" pour réaliser dans une zone rurale un vaste programme socio-économique dénommé "Opération Villages-centres". L'AVP entra en partenariat avec une association locale travaillant sur les langues et la culture de la zone, qui se chargeait de donner un bain linguistique et culturel aux experts avant d'entamer le travail avec les populations.

Depuis 2010, Initiative Développement, une ONG française, travaille en partenariat avec Niosi, une ONG congolaise de conscientisation à la citoyenneté et de développement. Ensemble ils exécutent un programme en deux volets : 1/ une formation au développement local et à la décentralisation (exécutée dans les langues locales par Niosi) et 2/ une formation d'appui aux initiatives des GIEC (Groupements d'Intérêts Économiques Communs) prise en charge par ID.

Nous abordons dans cette communication les forces et les faiblesses de ces deux approches et indiquons les leçons à en tirer.

REIMER Peter

Université Rouen Normandie

*La restructuration des répertoires langagiers
de migrant-e-s originaires de la République du Congo en Lorraine*

Dans chaque ville de France, il y a des groupes de migrant-e-s originaires de l'Afrique subsaharienne plus ou moins important-e-s. Un de ces groupes est formé de migrant-e-s originaires de la République du Congo (RC), dont plusieurs générations se sont installé-e-s en Lorraine depuis l'indépendance de la RC et la fin des vagues de migration de travail des années 1970, qui amenaient surtout des ressortissants de l'Afrique du Nord et de la zone du Sahel en France. Pour les migrant-e-s de la RC, c'était souvent d'abord les hommes qui ont immigré et qui ont été suivis de leurs conjointes, enfants, frères et sœurs ou parents. Ainsi les arrivant-e-s ultérieur-e-s ont pu et peuvent s'appuyer sur les parents sur place ou contacter une association communautaire créée par des 'compatriotes'.

En arrivant en Lorraine, les migrant-e-s originaires de la RC disposent d'un répertoire linguistique, composé au moins de français et d'une langue nationale congolaise, le lingala ou le munukutuba. Beaucoup parlent aussi la deuxième langue nationale et une ou plusieurs langues vernaculaires. Confronté-e-s au nouveau cadre de vie en France dans lequel ils ou elles sont appelé-e-s à s'orienter et se positionner, les migrant-e-s réévaluent leurs ressources et projettent de les modifier. S'effectuant plus ou moins consciemment et stratégiquement avec ou sans but précis, ces processus entraînent une restructuration des répertoires langagiers qui, comme intégralité des ressources langagières individuellement et biographiquement organisées, permettent d'endosser des rôles sociaux.

La communication proposée présentera le projet de thèse sur la « restructuration des répertoires langagiers de migrants originaires de la République du Congo en Lorraine », qui étudie comment ces migrant-e-s ressentent la migration ainsi que leurs nouveaux cadres de vie et quelles conséquences ces expériences ont sur leurs répertoires langagiers. La présentation exposera des résultats prévisionnels sur comment la migration transforme les répertoires langagiers, quels processus de restructuration sont repérables, quels scénarios d'élaboration de langue existent au sein de la 'communauté' et quelles expériences de processus d'intégration et de participation à la société française entrent dans les biographies linguistiques.

SILUE SASSONGO Jacques

*Université F. Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan
Côte d'Ivoire*

Langues, environnement lettré et développement durable

La présente étude fait sienne l'avis quasi-unanime selon lequel la plupart des nations sub-sahariennes peinent à s'engager, avec assurance, sur le chemin du développement et ce, en dépit des politiques d'assistance de toutes sortes alors entreprises en leur faveur. On pense naturellement aux fameux PAS (Programmes d'Ajustement Structurels) du milieu et de la fin des années 1980 qui ont été impitoyablement infligés à bien des nations africaines, et qui, de l'avis de certains partenaires au développement, auront fait plus de mal que de bien. Ce schéma peu reluisant contraste à tout point de vue d'avec la situation de nombre de pays d'Asie dont les performances économiques, les progrès techniques et technologiques, et les avancées sociales sont plus qu'appréciables, alors que, faut-il le noter, ces nations asiatiques devenues émergentes se sont affranchies de leur tutelle coloniale dans quasiment les mêmes décennies que la plupart des nations sub-sahariennes.

Le contraste est insolite et il ne peut que stimuler la curiosité du chercheur toujours à l'affût de schémas explicatifs. Ainsi, une observation même sommaire des pratiques sociales dans ces nations devenues émergentes révèle un fait majeur, malheureusement souvent passé sous silence : la permanence séculaire de la pratique de l'écriture dans les activités quotidiennes les plus ordinaires et qui se traduit par un enracinement de la culture de l'écriture à travers ces sociétés. Notons que ce fait culturel, les nations émergentes d'Asie l'ont en commun avec la plupart des nations européennes qui baignent au quotidien dans un environnement lettré. Notons également que le niveau de développement de ces nations occidentales est devenu l'étalon universel de mesure du développement.

Dans ces conditions, peut-on alors s'interdire de postuler une corrélation positive entre la généralisation et l'enracinement de la culture de la littéracie et le niveau de développement des nations développées ou émergentes ? Alors, la présente étude préconise des politiques linguistiques susceptibles de promouvoir, et de consolider l'environnement lettré indispensable à l'avènement du développement durable.

L'enracinement et la consolidation du nécessaire environnement lettré passe par une vulgarisation systématique de la culture de l'écriture. La présente étude fait le postulat qu'une telle entreprise appelle deux catégories d'actions : d'une part, les actions sur l'hétérogénéité linguistique du paysage linguistique africain afin de neutraliser les effets de la fragmentation linguistique (réelle ou supposée), et, d'autre part, mieux instrumentaliser les langues locales par la mise au point d'orthographe transversales à même de transcender les particularismes dialectaux et l'enrichissement lexical des langues africaines locales afin de rendre celles-ci aptes à « parler » la science et la technologie.

SOMÉ K. Pascal

Université Paris-Diderot

Les enjeux de l'enseignement bilingue au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un jeune État moderne indépendant de l'Afrique de l'Ouest qui porte encore les stigmates de la colonisation à bien des égards. Pays francophone et multilingue, son système scolaire, à bout de souffle, est caractérisé par une domination sans partage du français dans l'enseignement formel, malgré une longue expérimentation de l'enseignement bilingue dont la pertinence est pourtant avérée et reconnue de nos jours. Dans cette communication, nous nous proposons de faire le point sur la littérature relative à cette question et de mettre en relief les enjeux de l'enseignement bilingue, facteur d'intégration linguistique, socio-culturelle, économique et politique, au Burkina Faso.

SOMÉ Paul-André

***AGIR / SD - Action-Gouvernance-Intégration-Renforcement
Groupe de travail en Santé et Développement, BURKINA FASO***

*Valoriser les langues locales
dans les évaluations de projets orientées vers l'utilisation des résultats*

La plupart des interventions de développement au Burkina Faso et en Afrique subsaharienne se mettent en œuvre dans des espaces sociolinguistiques, le plus souvent, totalement différents des espaces sociolinguistiques dans lesquels elles ont été conceptualisées et conçues. Les experts à l'initiative de ces interventions ou ceux qui décident in-fine de leur orientation finale, lorsqu'ils ne sont pas les mêmes, parlent très rarement les langues des populations locales. Quelquefois, les personnes chargées de l'opérationnalisation de ces interventions auprès des populations bénéficiaires peuvent parler leurs langues sans être cependant dotées de savoir-faire en matière de traduction non seulement fidèle mais également « contextualisée ». Même expérimentées dans la traduction, les personnes qui le font peuvent échapper difficilement à cette vérité universelle : « traduire, c'est trahir ». Notre expérience du recours à la traduction montre qu'elle constitue un frein dans la réalisation efficace de certaines étapes de mise en œuvre des opérations de développement. Nous nous intéresserons particulièrement à l'évaluation, étape capitale de la mise en œuvre d'une intervention, au cours de laquelle il peut arriver que l'expert évaluateur ne parle pas les langues couramment utilisées dans les localités où se déroule l'action à évaluer. Le recours à une « simple traduction » sans précautions particulières apparaît comme une réponse toute faite. Notre communication consistera d'une part à montrer les enjeux, les défis et les limites d'une telle pratique sur les résultats finaux des études évaluatives, d'autre part à plaider pour une réinvention de nouvelles approches d'utilisation des langues locales dans les processus de production, de transfert, de diffusion et d'application de connaissances pour le développement.

THERY Benoit

*SIETAR, France
Society for Intercultural Education, Training and Research ; FIACAT*

Les enjeux interculturels des investissements du Maroc en Afrique de l'Ouest

Le Maroc développe une politique d'influence en Afrique, aussi bien politique qu'économique. Sur le plan politique, le Maroc a réintégré l'Union Africaine en janvier 2017 et obtenu un accord de principe à son adhésion à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en juin 2017. Il a aussi assoupli sa politique d'accueil des migrants subsahariens dans un esprit de coopération.

Sur le plan économique, les investissements marocains en Afrique de l'Ouest se sont multipliés ces dernières années : d'abord, la holding Société Nationale d'Investissement (SNI), avec ses filiales Wafa assurances, Attijariwafa Bank (qui a racheté l'ensemble des filiales africaines du Crédit Agricole français), Managem (mines) et sa filiale commune Maroc-Afrique avec Lafarge-Holcim ; ensuite, Itissalat Al Maghrib (IAM ou Maroc Télécom), qui a repris nombre d'opérateurs nationaux africains, l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) implanté dans 14 pays africains, le Groupe Banques Populaires, le Groupe Saham (assurances et centres d'appels), sans compter la Royal Air Maroc (RAM) qui a l'un des réseaux les plus denses d'Afrique de l'Ouest.

Les relations entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest sont anciennes : sans remonter à Ibn Batouta, qui aurait exploré l'empire du Mali au XIV^{ème} siècle, l'empire chérifien des Saadiens s'étendait à la fin du XVI^{ème} siècle jusqu'au fleuve Niger avec sa conquête de l'empire Songhaï. Plus récente, la confrérie Tijane a toujours une influence considérable au Mali et surtout au Sénégal, dont les ressortissants viennent en nombre en pèlerinage à Fès au mausolée de Cheikh Ahmed Tijani. Le Maroc exerce aussi une influence religieuse (islam sunnite malékite et soufi) sur le Sahel par la formation des imams, notamment du Mali.

Mais cette influence culturelle est-elle déterminante dans les investissements marocains d'aujourd'hui en Afrique de l'Ouest ? Les facilite-t-elle ou est-elle au contraire un facteur de défiance (encouragée par exemple par la mémoire historique de l'esclavage des subsahariens au Maghreb) ? L'éducation dans les écoles coraniques du Sahel est-elle un facteur linguistique favorable pour une communication en arabe ou les relations professionnelles se jouent-elles en français, la langue du colonisateur commun ? Ce dernier a-t-il aussi unifié les textes législatifs, rendant l'adaptation marocaine plus facile au contexte juridique subsaharien ? Les tendances culturelles de la vie professionnelle et managériale sont-elles comparables au Nord et au Sud du Sahara ? Ces différences culturelles restent-elles importantes ou s'effacent-elles devant les impératifs d'un management « moderne » mondialisé ? Et les investisseurs marocains sont-ils eux-mêmes conscients de ces différences ?

On s'efforcera de répondre à ces questions à partir des sources bibliographiques, de l'expérience professionnelle de l'auteur dans ces pays, de l'analyse de la gestion des ressources humaines par les groupes marocains en Afrique de l'Ouest et des réactions des cadres sahéliens eux-mêmes.

*Pour installer le développement
au cœur des préoccupations des spécialistes des langues et cultures et les langues et cultures
au cœur des préoccupations des spécialistes du développement*

Depuis une quinzaine d'années, dans un souci de préserver la diversité linguistique menacée, les programmes de recherche des linguistes spécialistes des langues et des cultures se concentrent sur les langues dites "en danger", abandonnant à leur sort les langues dites "majoritaires". Une autre de leurs thématiques fort valorisée (et donc valorisante) est celle de l'étude typologique : on ne recherche pas à produire des descriptions de langues pour elles-mêmes, ni à démontrer l'éventuelle parenté génétique qu'il peut y avoir entre langues, mais on compare entre elles des structures, syntaxiques, notamment, pour établir un autre type de classement dans une perspective universaliste.

Pendant ce temps, même les langues africaines qui comptent le plus de locuteurs sont en situation d'infériorité par rapport aux langues intercontinentales que sont l'anglais, le français, l'espagnol, le portugais... Aucune langue africaine, en effet, ne peut prétendre couvrir l'intégralité des besoins de communication du monde moderne. Vouloir y arriver à tout prix relève d'ailleurs de l'utopie. Pourtant, dans 90 % des situations de la vie quotidienne, des centaines de millions d'Africains utilisent des langues africaines, qui évoluent rapidement au contact de la modernité. Dans la perspective du développement, la seule chance qu'il y ait de faire acquérir des savoirs et des savoir-faire modernes exogènes indispensables pour améliorer le bien-être de tous est de les exprimer dans les langues locales. Quelles sont les conditions à remplir pour réussir à faire passer ces savoirs aux personnes qui en ont besoin mais qui ne peuvent y accéder à cause de la barrière de la langue ? Il existe bel et bien une fracture culturelle, et donc communicationnelle, entre les organismes nationaux ou internationaux, publics ou privés et les communautés qui devraient bénéficier d'une amélioration de leurs conditions de vie grâce aux programmes/projets dits « de développement ». Il faut donc qu'il y ait des spécialistes formés à la pluridisciplinarité (langues / cultures / techniques) qui se préoccupent du problème et qui cherchent à réduire cette fracture, en raccordant, autant que faire se peut, les savoirs locaux avec les savoirs et les techniques exogènes et en adaptant les discours des uns à ceux des autres (dans les deux sens). Symétriquement, les responsables des opérations de développement doivent prendre conscience du fait que la réduction de la fracture culturelle et communicationnelle est une des conditions sine qua non d'un succès durable. Ce n'est pas en glissant simplement dans l'exposé de leur projet une vague référence aux cultures locales que le problème sera résolu. Les études sociologiques préparatoires qui ne manquent pas d'escorter les projets, pour indispensables qu'elles soient, sont incapables d'entrer dans le concret des questions communicationnelles. Celles-ci doivent impérativement figurer en amont, dès la formulation des projets et se poursuivre à toutes ses phases de réalisation.

Qu'est-ce qui émerge dans l'émergence ?

Depuis quelques années, le terme « émergence » est employé pour définir la nouvelle phase historique de l'Afrique. Ce terme a remplacé le mot « développement » qui est aujourd'hui relégué dans les oubliettes du 20^{ème} siècle et sera demain complètement désuet. Au 21^{ème} siècle, l'Afrique ne se développe pas : elle émerge. Cette nouvelle appellation qui vise à résumer le mouvement historique contemporain sera analysée dans cette communication.

L'objectif de cette communication est de comprendre ce que signifie « l'émergence de l'Afrique » en confrontant les discours de « ceux qui conceptualisent l'émergence » et de « ceux qui sont censés émerger ».

Cette confrontation des discours sera contextualisée en prenant en compte les événements et tendances marquants de l'Afrique sub-saharienne depuis le début du 21^{ème} siècle.

Bien que « l'émergence » soit un concept d'origine économique, la politique sera mise à contribution pour comprendre la contradiction évidente et problématique entre « l'émergence de l'Afrique » et la crise migratoire qui voit une partie de la jeunesse africaine se jeter sur les routes de l'exil en quête d'une vie meilleure qu'elle pense impossible chez elle. Des cas d'études précis seront aussi mis à contribution.

Comprendre ce qui émerge dans l'émergence permettra à la fois de saisir l'usage de ce concept et le mouvement historique contemporain de l'Afrique sub-saharienne depuis le début du 21^{ème} siècle.

Situation sociolinguistique du français chez la communauté burundaise vivant au Kenya

Cette communication se propose de mettre en lumière la situation sociolinguistique du français chez les Burundais vivant au Kenya. En effet, depuis son adhésion à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) en 2007, le Burundi est le seul pays francophone où la langue française a maintenu son statut de langue officielle malgré les bouleversements socio-politiques et les mouvements migratoires que ce pays a connu depuis son accession à l'indépendance. Lors du 15^{ème} Sommet ordinaire des chefs d'États de la CAE qui s'est tenu à Kampala en Ouganda le 30 novembre 2013, il a été recommandé au Conseil des ministres d'étudier les modalités d'inclure le français comme langue de travail, en plus de l'anglais et du swahili. Comme les textes fondateurs de la CAE prévoient la libre circulation des personnes au sein de la région, cette recommandation nous mène à une question : Quelle est la situation sociolinguistique du français chez les ressortissants burundais quand ils se déplacent ?

C'est dans cette optique que le noyau de cette proposition porte sur le degré d'usage oral de la langue française par les ressortissants burundais vivant au Kenya, d'où l'hypothèse que le lieu et la situation de communication dicteraient l'usage ou non du français. Très peu d'études sociolinguistiques ont été menées sur le français au Kenya où cette langue n'est ni la langue officielle ni la langue nationale du pays. Toutefois, en raison de sa position stratégique en tant que plaque tournante en Afrique orientale, le Kenya abrite beaucoup d'organisations régionales et internationales où le français est utilisé comme langue de travail parmi d'autres. Le pays abrite tant de ressortissants étrangers dont les francophones venus pour des raisons professionnelles, familiales ou pour des raisons d'ordre humanitaire.

Cette proposition rentre dans le cadre général de la sociolinguistique, qui englobe divers aspects de la langue tels que son usage, son acquisition, le système de la langue elle-même, les attitudes envers les langues, les rapports entre elles, etc. Labov (1976 : 257). A ce titre, il y a lieu de revenir sur le phénomène du contact entre plusieurs langues dans les situations de migration interne ou externe, d'où la problématique de communication endolingue ou exolingue (Boyer 2001).

L'enquête se déroulera à Nairobi, la capitale du Kenya. La ville est favorisée pour les études sociolinguistiques car, on y trouve une multiplicité de réseaux issus de migrations (Calvet, 1994). En effet, la ville est à l'origine du terrain commode et devient avec l'urbanisation galopante un enjeu considérable, un lieu où s'expriment les conflits, où des problèmes de communication trouvent des solutions véhiculaires in vivo. (Calvet, 2004). La méthodologie de collecte de données consistera en un questionnaire sur les langues parlées par les sujets, l'auto-évaluation sur leur connaissance du français, la place du français dans leur vie socio-professionnelle et les attitudes linguistiques envers cette langue. Les recommandations issues de cette recherche visent à ce que les leaders de la CAE puissent mettre en place des politiques linguistiques adéquates pour une meilleure gestion des langues.

Sociétés et éducation au Burkina Faso

Quels liens actuels entre demande d'éducation-formation et pratiques éducatives du terrain ?

En Afrique subsaharienne, les sociétés colonisées ont plutôt observé, en spectatrices impuissantes, l'école coloniale se déployer sur leur territoire. A l'avènement des nouveaux pays issus de l'indépendance des colonies survenue dans les années 1960, les sociétés libres ont continué à observer l'école postcoloniale -développée par les nouvelles autorités dirigeantes- toujours comme sous l'époque coloniale à un premier moment : elles la subissaient tout en tentant parfois de la fuir. Mais à un second moment, l'observation inactive a pris fin en donnant suite à l'investissement de l'école –qui était en pleine crise- par les sociétés. Cet investissement de l'école va s'amplifier à la faveur des engagements et des appels de réorientation lancés depuis Jomtien 1990. L'évolution de la posture des sociétés s'est accompagnée de celle de l'école.

Les systèmes éducatifs développés des indépendances aux années 1990 par les pays étaient d'un socle commun mais se distinguaient essentiellement par la place accordée au développement des compétences d'apprentissage et à la formation professionnelle, une différence qui contenait un enjeu important de langues et de cultures africaines. Cette situation est devenue plus changeante depuis les années 1990, un moment marquant le regain du développement de l'éducation formelle et l'éclosion de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation des adultes. Plus récemment à partir des années 2000, le développement des compétences techniques et professionnelles prend véritablement corps. Ces changements éducatifs et de formation d'une trentaine d'années s'opèrent dorénavant dans un partenariat divers sud-nord et sud-sud et dans un contexte politico-éducatif de partenariat public-privé. Ils s'accompagnent également d'un certain foisonnement d'approches et de méthodes éducatives et de formation.

Dans le cas du Burkina Faso, un pays d'Afrique subsaharienne, l'activité communautaire sur l'éducation et la formation est importante autant que les postures sociales éducatives. Notre intérêt se localise dans la problématique des liens actuels prévalant entre les besoins communautaires d'éducation-formation des milieux ruraux et les pratiques éducatives sur le terrain. Nous allons à la réflexion avec un premier postulat posant que les liens entre la demande d'éducation-formation dans les milieux ruraux et les dispositifs d'éducation-formation déployés sur le terrain sont marqués par des écarts et des malaises au sein desquels la question des langues et de la culture burkinabè occupe une place importante. Une seconde hypothèse de réflexion établit que l'État burkinabè n'est pas au diapason du développement de l'efficacité interne et externe du système éducatif du pays. Cette étude exploite la littérature sur le sujet tout en s'appuyant sur l'observation des faits.

